

Je veux un décret

Paul Magnette veut interdire aux ministres wallons de bosser ensuite pour leurs anciens contacts

Kubla sur les conflits d'intérêts »

● **Affaire Kubla, Thalys wallon, indexation des loyers, taxation du capital... La Wallonie est l'objet de toutes les attentions, depuis dix jours. Comment va-t-elle réagir ? Que prépare-t-elle vraiment ? En exclusivité pour Sudpresse, son ministre-président, le PS Paul Magnette, dévoile ses cartes.**

Kubla, De Decker, Mathot : c'est le retour des affaires en politique ?

« Pas de mélange. Attendons les jugements. Et je ne me réjouis pas que ça touche des élus du MR, croyez-le bien. Toute la classe politique en pâtit. Une dame vient de m'interpeller sur les 1.000 euros de l'heure demandés par M. De Decker en me disant qu'elle ne gagne pas ça par mois ! Elle a raison ! Même si c'est légal, c'est immoral ! »

L'affaire Kubla vous a choqué ?

« Oui, voir un homme politique avoir aussi peu de scrupules en sortant de charge, c'est choquant. Et attristant. »

On semble découvrir qu'il était voyageur de commerce pour Dufenco. Personne ne savait ?

« On savait qu'il était consultant. Mais pas dans ces conditions-là. Mais vous avez raison, ça ne va pas. Je veux qu'on y mette un temps d'arrêt. »

Comment ?

« Au Parlement wallon on a une commission de renouvellement démocratique. Je vais demander qu'on y adopte un décret Kubla, qui empêche ce genre de conflit d'intérêts. »

C'est-à-dire ?

« Un ancien ministre ne peut pas, à sa sortie de fonction, travailler pour une entreprise avec laquelle il a traité quand il était ministre. Cela existe à l'étranger, avec une interdiction pendant 5

ans. Regardons la réalité en face. Monsieur Kubla était ministre de l'Économie. Il a fait une série d'arbitrages avec Dufenco. Il cesse d'être ministre et est engagé par Dufenco pour un salaire supérieur à celui du Premier ministre ! Et payé en plus sur une société dans un paradis fiscal ! Même si cela devait s'avérer légal, c'est totalement inacceptable du point de vue déontologique ! On n'empêchera pas que les gens se demandent s'il ne cherchait pas déjà un retour d'ascenseur quand il était ministre... »

Cette interdiction ne doit-elle concerner que la Wallonie ?

« Non, au fédéral ils doivent aussi se poser la question. Un parlemen-

taire en exercice, ministre d'État, peut-il prêter comme avocat pour quelqu'un qui est en transaction pénale avec l'État et qui demande la nationalité belge ? C'est quand même énorme, quoi, même si je ne sais pas ce qu'il y a derrière l'affaire Chodiev-De Decker... »

Le décret Kubla ne devrait-il concerner que les ministres ?

« On peut regarder pour les parlementaires aussi. Mais en tout cas pour les ministres c'est très clair. Pour des députés, c'est surtout la question d'autres métiers qu'ils exercent pendant leur fonction de parlementaire, comme avocat ou consultant. »

Olivier Chastel a fait démissionner

Serge Kubla de Waterloo. Le PS devrait-il s'en inspirer pour Alain Mathot à Seraing ?

« Laissons la justice dire la vérité. Les faits reprochés à M. Kubla sont manifestement reconnus. Mais si un mandataire PS devait être convaincu de faits similaires, il devrait démissionner, c'est clair. La question ne se pose même pas. Mais vous savez, j'ai fait démissionner tout un collège à Charleroi. J'attends la décision de justice finale mais je pense qu'il y aura eu des vies politiques brisées juste parce que certains étaient mêlés à la tempête, sans avoir fauté. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN CARPENTIER

« Les 1.000 € de l'heure de M. De Decker, même si c'est légal, c'est immoral ! »

DEMANDE AU MR

« Un saut d'index sur le gaz et sur l'électricité »

La Wallonie va-t-elle imposer un saut d'index sur les loyers ?

« Oui. Cela concernera les loyers privés comme ceux des logements sociaux. Ce n'est que pure justice : les revenus des gens n'augmenteront pas, il ne faut pas que leurs dépenses s'accroissent. Mais je demande au MR qu'il aille lui aussi plus loin. »

Que lui demandez-vous ?

« D'utiliser la loi fédérale sur le contrôle des prix pour imposer un saut d'index sur les tarifs du gaz et de l'électricité, de même que sur les primes d'assurance. C'est logique : ce sont toutes les charges qui vont avec un logement. Si on bloque l'index sur les salaires, alors bloquons tous les index afin que les gens ne s'appauvrissent pas. J'espère qu'Olivier Chastel sera cohérent. Il suffit d'arrêter les royaux, qu'on peut signer en quelques heures. »

La Wallonie va-t-elle taxer le capital, puisque le fédéral dit qu'elle en a la compétence ?

« J'ai de grands doutes là-dessus. On ne touchera en tout cas pas aux additionnels sur l'IPP : on est déjà taxé à 50 % à partir de 37.870 euros bruts, et ce n'est pas une fortune ! Sur l'immobilier on le fait déjà avec les précomptes et les droits de succession. Il ne resterait donc des marges que sur les revenus du capital et le capital lui-même. »

Et ?

« Les revenus du capital, c'est purement une compétence fédérale. Sur le capital, j'ai le plus grand doute : le fédéral le fait déjà en bonne partie. Et la loi supérieure de finance nous interdit la concurrence fiscale entre Régions. Donc, Monsieur Jamar a juste tenté d'allumer un contre-feu. C'est une attitude générale du MR : la Wallonie n'a qu'à payer le Thalys si elle le veut. C'est un peu facile. »

Donc c'est plutôt non ?

« Nos marges sont extrêmement étroites et c'est très difficilement réalisable à l'échelle régionale. De plus, tous les fiscalistes disent que plus l'échelle de taxation est large, plus c'est efficace. Ce le serait donc bien plus au niveau fédéral. Sinon, il suffira à M. Chodiev, le milliardaire qui a une maison à Waterloo, d'aller se do-

micilier dans son appartement de Knokke pour y échapper... »

Olivier Chastel dénonce un double discours du PS...

« C'est juste un contre-feu du MR, ne soyons pas dupes. Moi, je constate que le MR/NVA fait déjà son tax shift : il fait porter tous les efforts sur les travailleurs pour épargner les détenteurs du capital... »

Pour le Thalys wallon, c'est fichu ?

« Je l'ai réinscrit à l'ordre du jour du prochain comité de concertation. C'est typiquement un acte de déloyauté fédérale, comme le saut d'index ou la taxe sur les intercommunales qui vont nous coûter de l'argent. Ce n'est pas du

fédéralisme de coopération mais d'agression ! Au comité de concertation, il ne se passe rien : Charles Michel anone l'ordre du jour et on crée des groupes de travail, où il n'y a aucune ouverture ! Il n'y a aucune écoute réciproque. M. Michel ne joue pas le jeu du fédéralisme. Le MR va seul au gouvernement, dont acte. Mais qu'il y soit quand même alors un tout petit peu le défenseur des intérêts francophones. » ■

CH. C.

PRÉSIDENTE CONTESTÉE AU PS

« Elio est le meilleur d'entre nous »

Laurette Onkelinx dit que le PS a un coup de mou. Vous confirmez ?

« Ah bon ? Je n'avais pas lu ça. Après 26 ans de pouvoir, on a dû trouver nos marques dans l'opposition. Mais depuis quelques jours, on redevient efficaces. Le MR recule sur les aidants proches, les prépensions, l'indexation des loyers, le plan SNCB... L'opposition n'est pas là pour faire du bruit mais pour empêcher le gouvernement de mettre en œuvre les éléments les plus odieux. »

Marc Goblet dit que vous êtes un parti de technocrates...

« Il est sévère. Toute organisation a des structures. Les syndicats aussi. Mais on a aussi 3.000 élus locaux, 80.000 militants... Peut-être n'y a-t-il plus assez de débats chez nous, ça, c'est vrai. »

Il invite le PS à dialoguer avec le PTB...

« Je suis sceptique. Je suis devenu socialiste par lassitude des discours du style PTB avec leurs « y'a qu'à ». Une conseillère communale PTB me demandait récemment de faire une taxe sur les millionnaires pour baisser nos taxes. C'est bien connu que Charleroi en regorge. Quelle démagogie ! »

Donc c'est non ?...

« Qu'on me cite un seul exemple où s'allier avec des communistes a été positif... »

François Mitterrand en 1981 ?

« Ce ne furent pas ses années les plus glorieuses : la France est allée dans le mur et il a dû changer radicalement de cap !... »

Pensez-vous comme Philippe Moureaux qu'Elio Di Rupo fait le mandat de trop ?

« Non, c'est un procès mauvais et déplaisant. Elio est l'homme politique le plus expérimenté du royaume. Ça lui donne une aura, un sens tactique, une vision inégalée. Le jeunisme, hein... Moi, je préfère un homme d'expérience pour nous mener dans les heures difficiles de l'opposition et du renouvellement. Et là-dessus, Elio est le meilleur. »

Mais son entourage s'écroule : son bras droit avait une société de conseils fiscaux au Luxembourg...

« Elio l'ignorait. On aimerait pouvoir le dire affaibli. Mais vous verrez que notre opposition est en train de redevenir efficace. »

Ça tournait quand même mieux sous votre présidence, non ?

« Oh, c'est gentil, ça... J'ai mené la campagne électorale en lien étroit avec Elio. On a resserré les rangs. Maintenant, on est dans une reconfiguration donc il y a des débats. J'aurais valorisé ces discussions intérieures, c'est ça la beauté du socialisme... » ■

CH. C.